

COMMUNE DE BAGNERES DE LUCHON
PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 JANVIER 2021

Compte rendu affiché le : 29 janvier 2021

L'an deux mille vingt et un, le vingt-deux janvier, à dix-sept heures, le conseil municipal s'est réuni, sous la présidence de monsieur Eric AZEMAR, maire, en session ordinaire dans la salle du conseil municipal en mairie de Bagnères de Luchon, sur la convocation qui lui a été adressée par monsieur le maire, le dix-huit janvier deux mille vingt et un, conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-11 du code général des collectivités territoriales.

Etaient présents : M. Eric AZEMAR, maire, M. Gilles TONIOLO, Mme Catherine DERACHE, M. Claude LACOMBE, Mme Sabine CAZES, Adjoints au Maire.

Mme Françoise BRUNET LACOUÉ, M. Gilbert TORRES, M. Pierre FOURCADET, M. Michel LERAY, M. Jean-Christophe GIMENEZ, Mme Audrey CONAN, Mme Michèle CAU, M. Louis FERRE, Conseillers Municipaux.

Excusés :

M. Ahmide RADJ ayant donné procuration à M. Jean-Christophe GIMENEZ.

Mme Michèle BOY ayant donné procuration à Mme Françoise BRUNET LACOUÉ.

Absents : M. Olivier PERUSSEAU, Mme Marilyne DE FARCY DEPONTFARCY, M. Gérard SUBERCAZE, M. John PALACIN.

Les conseillers présents forment la majorité des membres en exercice conformément à l'article L.2121-17 du CGCT. Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGCT, un secrétaire a été désigné, madame Audrey CONAN ayant obtenu la majorité des suffrages a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle accepte.

Monsieur le maire rappelle aux élus que la séance est retransmise en direct sur le site de la mairie et relayée sur la page Facebook.

La séance se tient dans le respect des mesures sanitaires en vigueur. Monsieur le maire rappelle que le port du masque est obligatoire.

Monsieur le maire procède à l'appel des élus.

Monsieur le maire déclare que le quorum est atteint, il ouvre la séance et désigne madame Audrey CONAN en tant que secrétaire.

Monsieur le maire soumet le procès-verbal de la séance du 28 décembre 2020 à l'approbation des élus.

Madame CAU souhaite savoir où en est la réponse à sa demande d'éléments concernant LFBE.

Monsieur le maire indique à madame CAU qu'elle les aura, la directrice s'en occupe.

Monsieur le maire demande aux élus s'ils ont d'autres remarques ou questions ?

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Monsieur le maire indique à l'assemblée que l'ordre du jour a été modifié.

SUPPRESSIONS ET ACCEPTATION D'AJOUTS DE POINTS INSCRITS A L'ORDRE DU JOUR

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire indique à l'assemblée qu'il convient de supprimer deux points inscrits à l'ordre du jour.

Il s'agit de :

Affaires thermales

Décision modificative n° 3.

Affaires communales

Décision modificative n° 4.

Monsieur le maire indique aux élus qu'il convient d'ajouter deux points à l'ordre du jour.

Il s'agit de :

- Subvention exceptionnelle au budget annexe des thermes (en remplacement de la décision modificative n°4).
- Besoin de financement pour la commune.

L'ordre du jour se voit ainsi modifié tel que suit :

Approbation du procès-verbal de la séance du 28 décembre 2020.

Affaires thermales

1. Décision modificative n° 3. **Supprimée**
2. Délibération relative à la contribution 2020 de la régie des thermes.

Affaires communales

3. Régime des délégations.
4. Décision modificative n° 4. **Supprimée**
Remplacée par : Subvention exceptionnelle au budget annexe des thermes.
5. Modification de la délibération relative à l'étalement des charges n° DEL20200130 du 14/09/2020.
6. **Besoin de financement pour la commune.**
7. Convention avec le SDIS.
8. Location d'un appartement à un élu.
9. Abandon de la procédure de délégation de service public portant sur l'exploitation du centre équestre de Luchon.
10. Questions diverses.

Monsieur le maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver la modification de l'ordre du jour tel qu'exposé en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la modification de l'ordre du jour tel qu'exposé en séance.

AFFAIRES THERMALES

1. DECISION MODIFICATIVE N° 3

Suppression de l'ordre du jour.

2. CONTRIBUTION 2020 DE LA REGIE DES THERMES

Rapporteur : M. le Maire

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée que conformément à la délibération DEL0180160 du 14 décembre 2018 créant la Régie des Thermes et conformément aux statuts de la Régie des Thermes, il convient annuellement que le conseil municipal fixe la redevance à mettre à la charge de la Régie au titre :

- Des charges de fonctionnement et des moyens que le budget principal assume pour son compte ou que la ville met en œuvre pour maintenir et renforcer le cadre d'accueil des curistes.

- De l'usage de l'eau thermale.

Compte tenu :

- Que le budget de la ville supporte 240 000€ de charges pour le compte du budget annexe des thermes, réparties de la façon suivante :
 - Navettes thermales (CA 2019) : 134 832 €.
 - Maison du curiste (CA 2019) : 11 112 €.
 - Fonctions supports diverses prévues au BP 2020 (administratives et techniques) : 94 056 €.
- Que l'usage de l'eau thermale est valorisé de manière forfaitaire à 60 000 €.

Suite à l'avis favorable du conseil d'exploitation du 22 janvier 2021.

Monsieur le maire propose aux élus, pour l'exercice 2020, de fixer la contribution de l'établissement thermal à 300 000€.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la fixation de la contribution de l'établissement thermal à 300 000€ pour l'exercice 2020.

AFFAIRES COMMUNALES

3. REGIME DES DELEGATIONS – COMPTE-RENDU DES DECISIONS INTERVENUES

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire rend compte des décisions intervenues dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'autorisation du 23 mai 2020 lui conférant délégation pour assumer la simplification et l'accélération des affaires de la commune.

Au titre du quatrièmement du texte des délégations au maire :

VILLE

- Le bon de commande à **FC PYRO** pour le feu d'artifice du 22 août 2020 pour un montant **de 4650€**.
- La vente d'une imprimante « Laser Jet 500 Color M551 » sur le site « Webenchères » au prix de départ de vingt-cinq euros (25 €), prix de vente, soixante-quatorze euros (**74 €**), achetée par **monsieur Walch**, 13 chemin d'engoudes 31450 à Baziège.
- La vente d'une Imprimante « Laser Jet 500 Color M551 » sur le site « Webenchères » au prix de départ de vingt-cinq euros (25 €), prix de vente, quarante-quatre euros (**44 €**), achetée par **monsieur Walch**, 13 chemin d'engoudes 31450 à Baziège.
- La vente de deux tables en inox sur le site « Webenchères » au prix de départ de quarante euros (40 €), prix de vente, cent soixante-deux euros (**162 €**), achetées par **monsieur Roujas**, rue Tambourets 31310 à Gensac sur Garonne.
- La vente d'un lot de 24 chaises en bois sur le site « Webenchères » au prix de départ de quarante euros (40 €), prix de vente cent deux euros (**102 €**), acheté par **monsieur Garrabé**, le pont 09320 à Massat.

EHPAD ERA CASO

- Le contrat de maintenance de l'installation « téléphonie » entre **la Société ARAMIS** et l'EHPAD ERA CASO, pour une durée de cinq ans, à la date de mise en service de l'installation, puis renouvelable chaque année par tacite reconduction.
- Le prix de la redevance annuelle au titre du contrat s'élève à **4100€ HT – 4 920€ TTC**.

Le conseil municipal prend acte à l'unanimité.

4. DECISION MODIFICATIVE N° 4

Suppression de l'ordre du jour.

Remplacée par : Subvention exceptionnelle au budget annexe des thermes.

SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU BUDGET ANNEXE DES THERMES

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée délibérante que le conseil municipal du 14 septembre 2020 a inscrit au budget primitif une subvention exceptionnelle à verser au budget annexe des Thermes à hauteur de 3 057 071,63 € pour pallier la baisse des recettes due à la fermeture administrative des Thermes entraînant la baisse du nombre de curistes et l'inscription de charges nouvelles de désinfection et mesures de protection spécifiques sur les périodes d'ouverture.

En préclôture de l'exercice 2020, il s'avère que le besoin de soutien exceptionnel par le budget principal s'élève à 2 330 100 €.

Monsieur le maire propose au conseil municipal de verser au budget annexe des Thermes une subvention exceptionnelle à hauteur de 2 330 100 €. Cette subvention fera l'objet de trois mandats en fonction du besoin de trésorerie de la Régie des Thermes.

Monsieur le maire indique à l'assemblée que la diminution s'explique principalement par des baisses de charges générales, charges de personnel (besoin diminué de personnel du fait de la crise) et plus de chiffre d'affaires réalisé malgré la crise.

Ceci permet de réduire le besoin de subvention, c'est une bonne nouvelle pour les finances de la collectivité.

Madame CAU demande si les trois mandats seront établis sur 2021.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le versement au budget annexe des Thermes d'une subvention exceptionnelle à hauteur de 2 330 100 € selon les modalités exposées en séance.

5. MODIFICATION DE LA DELIBERATION RELATIVE A L'ETALEMENT DES CHARGES N° DEL20200130 DU 14/09/2020

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire précise aux élus que cette délibération formalise la conséquence du 4e point de l'ordre du jour (subvention exceptionnelle au budget annexe des thermes) puisque, pour permettre le versement de la subvention aux thermes, le mécanisme de l'étalement des charges avait été utilisé.

Le montant de la subvention versée étant modifié, il convient donc de modifier la délibération relative à l'étalement des charges qui divise par 5 le montant versé.

Monsieur le maire précise aux élus qu'il est nécessaire que le conseil municipal acte que l'étalement des charges a également diminué.

Monsieur le maire rappelle aux élus que la subvention passe de 3 057 071,63 € à 2 330 100 €.

En conséquence, le mécanisme de l'étalement des charges annuel n'est plus de 611 414,33€ mais de 466 020€.

Monsieur le maire indique qu'il est donc nécessaire que le conseil municipal acte de la modification du mécanisme de l'étalement des charges puisque le montant a été modifié.

Madame CAU fait remarquer que c'est effectivement un étalement sur 5 ans par rapport au budget des thermes.

Monsieur le maire répond par la négative, c'est la ville qui étale cette charge sur 5 ans, les thermes reçoivent une subvention de 2 330 100 € de la ville qui étale cette charge sur 5 ans.

Monsieur FERRE indique que c'est le remboursement de l'emprunt qui est étalé sur 5 ans.

Monsieur le maire répond par la négative, ce n'est pas un emprunt, la subvention attribuée aux thermes pour un montant de 2 330 100€ représente une charge pour la commune.

Exceptionnellement, au lieu d'inscrire cette charge en une fois, on l'étale sur 5 ans.

Monsieur FERRE revient sur ce qui a été exposé, il reformule en indiquant que la subvention est payée aux thermes et est versée sur le budget des thermes.

Monsieur le maire lui précise que la subvention est bien versée en une seule fois sur le budget des thermes mais dans les comptes de la commune, on étale la charge de la subvention sur 5 ans.

Madame CAU fait remarquer que c'est effectivement un étalement sur 5 ans par rapport au budget des thermes.

Vu l'instruction budgétaire M14.

Vu la circulaire du Ministère de la Cohésion des territoires du 24 août 2020.

Considérant la possibilité de répartir exceptionnellement en raison de la crise COVID 19, sur plusieurs exercices les abondements de subvention exceptionnelle aux budgets annexes.

Pour mémoire, le conseil municipal du 14 septembre 2020 a autorisé Monsieur le maire à procéder à l'étalement sur 5 ans du versement de la subvention exceptionnelle au budget annexe des Thermes de 3 057 071.63 €.

Considérant les crédits inscrits aux comptes 4815, 791 et 6812,

En préclôture de l'exercice 2020 il s'avère que le besoin de soutien du budget des Thermes par le budget principal s'élève à 2 330 100 €.

Suite à la délibération précédente (point 4 – Subvention exceptionnelle au budget annexe des Thermes) du conseil municipal du 21 janvier 2021 d'attribuer au budget des thermes une subvention exceptionnelle à hauteur de 2 330 100 €.

Monsieur le maire propose au conseil municipal :

- De procéder à l'étalement sur 5 ans le versement de la subvention exceptionnelle au budget annexe des Thermes de 2 330 100 €.
- D'autoriser l'ordonnateur à passer les écritures comptables relatives à cet étalement de charges de façon suivante :

1 - Transfert de charge en 2020

- Recette de fonctionnement au compte 791 « Transfert de charges d'exploitation » : 2 330 100 €.
- Dépense d'investissement au compte 4815 « Charges liées à la crise sanitaire COVID 19 » : 2 330 100 €.

2 - Amortissement annuel de la charge à répartir sur plusieurs exercices, de 2020 à 2024

- Dépense de fonctionnement au compte 6812 « Dotation aux charges d'exploitation à répartir » : 466 020 €.
- Recette d'investissement au compte 4815 « Charges liées à la crise sanitaire COVID 19 » : 466 020 €.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, décide,

- De procéder à l'étalement sur 5 ans le versement de la subvention exceptionnelle au budget annexe des Thermes de 2 330 100 €.
- D'autoriser l'ordonnateur à passer les écritures comptables relatives à cet étalement de charges de façon suivante :

1 - Transfert de charge en 2020

- Recette de fonctionnement au compte 791 « Transfert de charges d'exploitation » : 2 330 100 €.
- Dépense d'investissement au compte 4815 « Charges liées à la crise sanitaire COVID 19 » : 2 330 100 €.

2 - Amortissement annuel de la charge à répartir sur plusieurs exercices, de 2020 à 2024

- Dépense de fonctionnement au compte 6812 « Dotation aux charges d'exploitation à répartir » : 466 020 €.
- Recette d'investissement au compte 4815 « Charges liées à la crise sanitaire COVID 19 » : 466 020 €.

6. BESOIN DE FINANCEMENT POUR LA COMMUNE

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée délibérante que le budget 2020 nécessitait le recours à un emprunt à hauteur de 1,9M€ afin de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement.

En préclôture de l'exercice 2020, il s'avère que le résultat prévisionnel de l'exercice permet de n'emprunter qu'1,7M€.

Dans ces conditions, monsieur le maire propose au conseil municipal d'ajuster le besoin de financement du budget principal à hauteur de 1 700 000€.

Monsieur le maire précise aux élus que cette amélioration vient en particulier d'une baisse de 49000€ des dépenses d'électricité, de 20000€ des dépenses en petites fournitures, une baisse de 40000€ en achat de prestations diverses, une baisse de 40000€ en dépenses de fêtes et cérémonies, une économie de 14000€ en frais de poste.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'ajustement du besoin de financement du budget principal à hauteur de 1 700 000€.

7. CONVENTION AVEC LE SDIS DE LA HAUTE-GARONNE DANS LE CADRE DE LA DISPONIBILITE DES SAPEURS POMPIERS VOLONTAIRES EMPLOYES PAR LA COMMUNE DE BAGNERES DE LUCHON

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire indique à l'assemblée délibérante qu'il est nécessaire de repositionner les agents municipaux qui sont sapeurs-pompiers volontaires de manière à ce qu'ils puissent quitter leur poste de travail sans faire dysfonctionner les services municipaux ni les services du SDIS.

Monsieur le maire indique aux élus qu'ils disposent des noms des agents municipaux concernés par cette convention.

Monsieur le maire indique aux membres du conseil municipal que les sapeurs-pompiers volontaires du corps départemental de la Haute-Garonne, employés par la commune de Bagnères de Luchon, sont soumis à l'obligation de suivre des actions de formation continue et de perfectionnement dans le cadre de leurs fonctions.

Ces agents sont également susceptibles d'être sollicités pendant leur temps de travail, en dehors des nécessités absolues de service.

Une convention, dont monsieur le maire donne lecture à l'assemblée délibérante, a été rédigée afin de définir les modalités de mise à disposition des agents.

Les agents concernés par cette convention sont les suivants :

NOM Prénom Matricule - Grade	Centre d'Incendie et de Secours	Service d'affectation - Fonction
LECOMTE Laetitia – 8581 - Sergent	Bagnères de Luchon	Responsable SSIAP
HERNANDEZ Patrick – 7022 - Caporal	Bagnères de Luchon	Services techniques
PORTE Patrick – 6807 Adjudant	Bagnères de Luchon	Thermes SSIAP
SAINT-MARTIN Jean-Marc – 6792 Caporal	Bagnères de Luchon	Thermes responsable blanchisserie

SOREL Jean-Noël – 7578 - Caporal	Saint B��at - Marignac	Ressources humaines
WILCZYNSKI Didier – 7577 - Sergent	Bagnères de Luchon	SSIAP
RIEUX Naomi 10052 – Sapeur 2��me classe	Bagnères de Luchon	��cole maternelle
PERRUC Jean-Christophe 10045 Sapeur 2��me classe	Bagnères de Luchon	Espaces verts
LAPORTE Pauline – 8163 Adjudant	Bagnères de Luchon	Accueil

Monsieur le maire souligne qu’il est également à noter que cette convention stipule que les agents doivent privilégier leurs activités professionnelles.

Monsieur le maire précise que la seule modification par rapport à la précédente convention réside dans cet ajustement concernant la mise à disposition.

Monsieur le maire remercie ces agents qui consacrent leur temps et leur énergie pour le bon fonctionnement du SDIS et interviennent également en dehors de leur temps de travail.

Monsieur FERRE demande comment est définie concrètement la nécessité absolue de service et la présence indispensable sur le lieu de travail.

Monsieur le maire indique qu’il s’agit d’une mise en place de binômes qui permettent de répondre en souplesse à cette question.

Monsieur FERRE demande si cela signifie que chaque poste d’agent susceptible d’être mobilisé pour une intervention est doublé par un agent qui ne fait pas partie des effectifs de sapeurs-pompiers volontaires.

Monsieur le maire cède la parole à Mme DANTES, directrice générale des services de la commune afin qu’elle réponde très précisément.

Madame DANTES indique que les postes ne sont pas tous compl  tement doublés mais l’organisation des services fait que lorsque quelqu’un est en congé, l’agent ne peut pas partir et quand l’agent se met en disponibilité il sait que son binôme sera là pour le remplacer au sein du service.

Monsieur FERRE souhaite savoir comment cela va se passer, puisque les pompiers se déclarent au moins 1 semaine en avance, si le pompier est positionné et si son binôme tombe malade par exemple.

Madame DANTES répond qu’en « adulte responsable » l’agent prévient sa hiérarchie pour voir s’il peut partir quand même ou s’il se met et se met en position 2 parce que son binôme est malade.

Monsieur FERRE précise que s’il se permet de poser ces questions c’est parce que lors de son mandat, il avait été décidé de revenir sur ce système pour faire en sorte – et c’est important - que les agents puissent participer au SDIS mais ils se trouvent que le fait qu’ils se positionnent en n  1 a occasionné un certain nombre de dysfonctionnements au niveau des services.

Madame DANTES précise que pour l'instant, il n'y a pas de dysfonctionnement, il y aura une surveillance ainsi que les agents responsables.

Monsieur FERRE rappelle que ce sont les mêmes agents et il appelle à une certaine vigilance au niveau de certains agents.

Madame DANTES répond que c'est noté et qu'elle sera bienveillante.

Madame CAU évoque le cas des agents saisonniers qui sont également pompiers volontaires et qui ne peuvent pas intervenir.

Madame DANTES indique que ces agents ne rentrent pas dans la convention car ce sont des saisonniers des thermes. Il y aura une convention aux thermes.

Madame CAU soulève le cas des jeunes qui sont temporaires pour la saison d'été à la ville et qui ne peuvent intervenir dans le cadre des sapeurs-pompiers volontaires.

Madame DANTES précise que lors de la réunion avec les responsables du SDIS, ces cas n'ont pas été évoqués, ils ont plutôt listé le nombre d'agents qui figurent sur la délibération avec une capacité supérieure de disponibilité qui leur permet de faire tourner le centre de secours dans la journée.

S'il s'avère que l'on a d'autres demandes en cours, madame DANTES pense que le centre de secours appréciera d'avoir d'autres candidats.

Madame DANTES précise que la commune est capable d'assumer en organisation.

Madame CAU indique que sa question constituait un complément d'information, elle remercie madame DANTES.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver la convention dont lecture vient d'être faite et de l'autoriser à la signer.

Le conseil municipal, par 13 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions (Mme CAU et M. FERRE), approuve la convention exposée en séance et autorise monsieur le maire à la signer.

8. PRISE A BAIL D'UN IMMEUBLE COMMUNAL PAR UN ELU

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée délibérante que la commune dispose de deux appartements d'une surface carrez de 88m², rue Hortense, à l'étage de l'école primaire, mis en location pour un loyer de 600€ mensuel hors charges.

Monsieur le maire précise que le montant antérieurement fixé était de 300€ mensuel.

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée délibérante que la prise à bail d'un bien communal par un élu est autorisée sous certaines conditions, telles que :

- L'autorisation du bail par le conseil municipal,
- L'absence de l'élu concerné à la délibération autorisant la prise à bail,
- L'absence pour l'élu concerné de la charge, en tout ou partie, d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante :

- De constater l'absence de madame De Farcy de Pontfarcy à la présente délibération,
- De constater l'absence de pouvoir de surveillance, d'administration, et de liquidation ou paiement de madame De Farcy de Pontfarcy, élue, conseillère déléguée,
- D'autoriser madame De Farcy de Pontfarcy à prendre à bail l'appartement numéro 2 rue Hortense pour un loyer hors charges de 600€ mensuel.

Monsieur FERRE précise qu'effectivement, le montant antérieur était particulièrement bas mais, c'était à la demande du Conseil Départemental pour pouvoir accueillir le directeur de la station de ski, c'était un accord avec le président du Conseil Départemental.

Monsieur FERRE indique que lui et madame CAU s'abstiendront sur cette délibération pour des raisons déontologiques.

Il précise qu'il est vrai qu'il n'y a aucun caractère illégal mais il y a pour eux un problème qui concerne l'éthique et la déontologie, c'est la raison pour laquelle ils s'abstiendront.

Monsieur le maire rappelle que déontologiquement il n'y a absolument rien à reprocher car si cela est prévu par la loi il n'y a rien de répréhensible.

C'est une question formelle, un élu doit avoir l'autorisation de son conseil pour louer un bien communal.

Monsieur FERRE répond qu'il a bien fait la différence entre le juridique et la déontologie.

Monsieur le maire indique à monsieur FERRE qu'il ne va pas polémiquer sur le sujet mais qu'il connaît aussi bien que lui la difficulté – pour une famille nombreuse - à se loger à Luchon et c'est le cas de madame DE FARCY.

Il est très difficile de se loger à Luchon, l'appartement étant disponible, il est donc proposé à la location à madame DE FARCY.

Monsieur FERRE demande si cet appartement était en location dans une agence.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Monsieur FERRE souhaite savoir dans quelle agence l'appartement était mis en location.

Monsieur le maire indique que cela sera communiqué à monsieur FERRE.

Le conseil municipal, après délibération par 13 voix pour, 2 voix contre (Mme CAU et M. FERRE) et 0 abstention,

- Constate l'absence de madame De Farcy de Pontfarcy à la présente délibération,
- Constate l'absence de pouvoir de surveillance, d'administration, et de liquidation ou paiement de madame De Farcy de Pontfarcy, élue, conseillère déléguée,
- Autorise madame De Farcy de Pontfarcy à prendre à bail l'appartement numéro 2 rue Hortense pour un loyer hors charges de 600€ mensuel.

9. ABANDON DE LA PROCEDURE DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC PORTANT SUR L'EXPLOITATION DU CENTRE EQUESTRE DE LUCHON

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire rappelle aux élus que grâce à sa situation géographique à l'entrée de ville et à son environnement naturel, le centre équestre de Luchon est un équipement phare de la ville qui contribue fortement à l'attractivité du territoire.

Depuis toujours, la ville de Luchon a soutenu l'association (APLE) qui gère l'activité équestre et qui accueille plus de 100 cavaliers pour des cours avec poneys, chevaux, pour les pensions de chevaux de propriétaires, pour des balades et randonnées en montagne, pour des concours d'équitation.

Le club est reconnu sur le plan national par la Fédération Française d'Equitation grâce à l'obtention de labels qui prouvent la qualité des infrastructures et des prestations proposées.

Par délibération du 6 juin 2019, rendue exécutoire le 17 juin 2019, le conseil municipal a approuvé le principe d'une convention de délégation de service public portant notamment sur les missions suivantes :

- Réalisation de prestations de service public relatives à l'exploitation du centre équestre et activités connexes éventuelles,
- Gestion de la relation avec les usagers et d'une manière générale toutes les parties prenantes au fonctionnement quotidien du centre équestre ;
- Exploitation et entretien des locaux, terrains et équipements du centre équestre ;
- Exploitation, entretien, réparation et renouvellement des équipements mis à disposition par la commune,
- Acquisition du matériel nécessaire à l'exploitation et de la cavalerie.

A l'issue de la consultation le 10 octobre 2019, seule la SARL Luchon Passion Equitation a déposé une offre.

La commission de délégation de service public, réunie, hier, le 21 janvier 2021 en présence de monsieur l'inspecteur des fraudes et de madame la trésorière,

- Après avis consultatifs défavorables de Monsieur l'Inspecteur de la Répression des Fraudes et de Madame la Trésorière,

A émis un avis défavorable sur cette offre jugée notamment insuffisante.

Cet avis négatif est notamment motivé par :

- le manque de lisibilité sur le cadre juridique : création d'une SARL dédiée, installation des candidats en tant que jeunes agriculteurs et perception de subventions de la commune,
- les doutes suite à l'absence d'information sur la transmission de l'actif entre l'association APLE et la future SARL,
- les doutes sur la solidité ou la sincérité du compte d'exploitation présenté par la SARL Luchon Passion Equitation.

En outre, l'inspecteur de la Répression des Fraudes indique une insuffisance de concurrence dès le début de processus de sélection de candidat, ce qui était un motif permettant de mettre un terme à la procédure de délégation de service public (CE, 17 septembre 2018).

Il soulève enfin un nouveau point : l'incapacité juridique du candidat à postuler.

Pour information complémentaire, dans l'hypothèse où le conseil de ce jour ne suivrait pas l'avis de monsieur l'inspecteur de la Répression des Fraudes, ce dernier serait dans l'obligation de porter le dossier devant le procureur de la république, d'alerter les services de l'Etat (direction du travail, services fiscaux...).

Ce sont des raisons pour lesquelles, la commune souhaite abandonner la procédure de délégation de service publique engagée.

Monsieur le maire propose au conseil municipal de déclarer sans suite, pour motif d'intérêt général, la procédure de passation du contrat de concession pour la gestion du centre équestre de Luchon.

Monsieur FERRE souhaite avoir quelques précisions sur les éléments évoqués par monsieur l'inspecteur de la répression des fraudes notamment sur l'insuffisance de concurrence, qu'est-ce qui est entendu par-là ?

Monsieur le maire répond que d'après monsieur l'inspecteur des fraudes le simple fait qu'une seule candidature ait répondu dans les termes où elle a répondu permet de parler ainsi.

Monsieur le maire précise qu'il ne se permet pas de parler à la place de monsieur l'inspecteur des fraudes, il ne fait que rapporter ses propos.

Monsieur le maire engage monsieur FERRE à prendre contact auprès de l'inspecteur des fraudes s'il souhaite aller au-delà de ces explications.

Monsieur le maire indique qu'il y a une confidentialité à respecter dans ce dossier.

Monsieur FERRE indique que pour émettre un avis, il n'est pas possible de se contenter d'avoir pour réponse d'aller solliciter l'inspecteur de la répression des fraudes une fois le vote fait.

Monsieur le maire rappelle à monsieur FERRE qu'il dispose – comme élément de réponse – d'un avis défavorable motivé de monsieur l'inspecteur des fraudes.

Monsieur FERRE en convient mais il indique qu'il serait important de connaître plus en détail les éléments.

Le fait qu'il n'y ait qu'un seul candidat n'est pas une raison.

Monsieur le maire reprend les termes de monsieur l'inspecteur des fraudes sans aller au-delà, il souhaite garder la confidentialité des débats de la commission de DSP qui s'est tenue hier et qui a émis un avis défavorable qui est suffisamment explicite et sur lequel il est demandé de s'exprimer.

Monsieur FERRE répond qu'il n'est pas suffisamment explicite.

Monsieur le maire répond que l'avis de l'inspecteur des fraudes ne convient pas à monsieur FERRE.

Monsieur FERRE indique à nouveau qu'il n'y a pas les éléments, cela ne peut pas être simplement une insuffisance de concurrence sans avoir les explications nécessaires. Qu'est-ce qui est entendu par une insuffisance de concurrence ?

Monsieur le maire répond à monsieur FERRE que s'il n'y avait que ce motif il serait possible d'en reparler. Monsieur le maire rappelle à monsieur FERRE qu'il y a bien davantage de motifs de rejeter cette DSP que celui-ci.

Monsieur FERRE revient sur les autres motifs, les doutes sur la solidité ou la sincérité des comptes, il indique qu'il aurait été intéressant d'avoir d'autres éléments.

Monsieur le maire rappelle que cette DSP a été reprise, elle a été initiée par l'équipe de monsieur FERRE.

Monsieur le maire indique que lors de la dernière commission DSP de septembre au cours de laquelle le dossier a été repris, l'inspecteur est venu puis il est revenu en février.

A l'issue de la réunion de septembre, il est apparu que de nombreux éléments nécessaires au dossier étaient manquants d'où le vote d'avenants pour prolonger la convention jusqu'à la négociation finale de cette DSP.

On aboutit aujourd'hui après quelques mois de travail à la conclusion qu'il n'est pas souhaitable de signer cette DSP.

Monsieur FERRE indique qu'il était entendu avec le candidat qu'il apporte les éléments, s'il ne l'a pas fait, c'est autre chose.

Monsieur FERRE estime que cela ne répond pas à sa question, il estime qu'il ne dispose pas des informations aujourd'hui pour pouvoir se prononcer.

Monsieur FERRE indique qu'un point soulève des interrogations pour lui, ce sont les doutes sur l'absence d'information et la transmission de l'actif entre l'association et la future SARL.

C'est un point qui était effectivement en suspens mais pour lequel il avait été convenu qu'il y ait un accompagnement qui serait fait par la collectivité pour faire un rapprochement et aboutir à quelque chose, une relation contractuelle entre l'association et la SARL.

Monsieur FERRE rappelle qu'il faut être extrêmement vigilant par rapport au centre équestre.

Monsieur FERRE rappelle la situation dans laquelle se trouvait le centre équestre, il rappelle également qu'il a fallu beaucoup d'efforts et il remercie notamment madame BAVENCOVE pour avoir monté l'association APLE.

Monsieur FERRE indique que c'est le travail collectif entre l'APLE et la mairie qui a permis de faire sortir la tête de l'eau au centre équestre car c'était vraiment une situation extrêmement difficile.

Monsieur FERRE indique qu'il pense qu'il est important de faire en sorte que ce centre équestre puisse continuer à vivre et qu'on connaît les difficultés qu'il y a pu y avoir par le passé à recruter des moniteurs et des gestionnaires de ce centre, des moniteurs de qualité.

Monsieur FERRE pense que les deux personnes qui étaient là avaient peut-être plus de qualité au niveau équestre qu'au niveau administratif mais ce sont des personnes qui ont donné vraiment beaucoup pour le centre équestre.

Monsieur FERRE cite « trouver de bons moniteurs cela ne se trouve pas forcément sous les sabots d'un cheval ».

Monsieur TONIOLO répond que l'équipe municipale est d'accord avec tout ce que monsieur FERRE vient de dire et il indique que la volonté de la municipalité est de maintenir ce centre équestre bien entendu.

Monsieur TONIOLO rappelle à monsieur FERRE qu'il parlait de déontologie plus tôt dans la séance. Monsieur TONIOLO indique à monsieur FERRE que quand la répression des fraudes dit, dès le départ, que le candidat n'est pas en capacité ni juridique ni matérielle ni technique et recommande

fortement de ne pas signer la DSP, si l'on parle de déontologie, quelle est la posture de monsieur FERRE ?

Monsieur FERRE répond que la municipalité dispose peut-être des éléments mais qu'il ne dispose pas des éléments tangibles.

Monsieur TONIOLO répond que personne ne les a car il y a une enquête qui est menée par la répression des fraudes qui expose les risques encourus par la mairie si elle continue la DSP initié par l'équipe de monsieur FERRE et il n'est pas possible d'avoir les éléments de l'enquête.

Monsieur TONIOLO précise que ces éléments ne sont pas donnés à la collectivité.

Monsieur le maire précise que les éléments seront obtenus devant le procureur.

Monsieur TONIOLO indique que la déontologie peut s'appliquer à tous les niveaux.

Monsieur FERRE répond que si monsieur TONIOLO fait état de problèmes légaux, on est sur un cadre légal.

Monsieur TONIOLO souligne : « la répression des fraudes, ce n'est pas le bistrot du coin ».

Monsieur FERRE maintient son point de vue, il lui semble qu'il n'y a pas les éléments dans le détail qui permettent de se prononcer, dans la globalité oui, toutefois, il ne peut fonder un jugement sur les éléments qui sont présentés.

Monsieur le maire répond à monsieur FERRE que l'autonomie de la commission a mis ses limites là.

Monsieur le maire rappelle que, comme indiqué en préambule de cette délibération, le centre équestre fait partie des éléments fondamentaux de la ville, il précise que tout sera fait pour que le centre équestre continue à fonctionner.

Monsieur le maire souligne qu'actuellement il fonctionne comme il a toujours fonctionné L'objectif c'est que son fonctionnement soit amélioré.

Monsieur FERRE répond que cela ne peut pas se faire durablement s'il n'y a pas de moniteurs.

Monsieur le maire répond que la municipalité en est bien consciente, l'association qui gère le club également, la commune a des contacts très rapprochés avec l'association.

Monsieur TONIOLO précise que le recrutement a déjà démarré pour les moniteurs.

Monsieur FERRE répond qu'on ne peut pas dire que ça fonctionne normalement s'il n'y a pas de moniteurs.

Monsieur le maire répond que les moniteurs sont présents jusqu'à la fin du mois.

Monsieur FOURCADET demande s'il va y avoir une nouvelle recherche de DSP.

Monsieur le maire répond qu'à ce stade, non, il n'est pas envisagé de reprendre une recherche de DSP. Le centre équestre va continuer, pour un temps indéterminé, à être géré par l'association qui le gère actuellement.

Monsieur le maire rappelle que le recrutement des moniteurs est en cours et il y a déjà des entretiens. Le centre équestre retrouvera très vite des moniteurs après le 31 janvier.

Le conseil municipal, par 13 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions (Mme CAU et M. FERRE), déclare sans suite, pour motif d'intérêt général, la procédure de passation du contrat de concession pour la gestion du centre équestre de Luchon.

Monsieur le maire rappelle que la crise sanitaire impose un couvre-feu, il suggère aux élus de reporter leurs questions diverses – s'il en ont – au prochain conseil municipal en espérant que le couvre-feu ne sera plus en vigueur.

Monsieur FERRE formule une suggestion, pour éviter ce genre de situation, il demande s'il serait possible de faire, comme à la communauté de communes, des laissez passer pour pouvoir participer aux réunions.

Monsieur le maire précise à monsieur FERRE que la convocation suffit avec une attestation.

Monsieur le maire remercie les élus.

**L'ordre du jour étant épuisé,
La séance est levée à 17 h 48**